

GUERRE ET RÉVOLUTION...

Guerra di classe - n°13 - 21 avril 1937

La République espagnole naquit, au mois d'avril 1931, d'une révolution politique presque pacifique. Un chef socialiste espagnol reconnaissait que cette révolution «*no habia removido las entranas del país*» (*). Les masses populaires furent déçues par la République qui ne reçut aucune consolidation sociale, puisqu'elle ne donna pas la terre aux paysans. La réforme agraire votée par les Cortès traîna de projet en projet et fut appliquée par doses homéopathiques.

Au mois d'octobre 1934, un paysan andalou se faisait l'interprète de plusieurs millions de ses pairs en disant à Bertrand de Jouvenel: «*Les socialistes nous avaient promis la terre. On nous dit que l'application de la réforme agraire est une chose très compliquée. Et nous travaillons toujours pour trois pesetas par jour*».

La République avait également déçu les masses populaires des villes. Ernest Tôlier demandant à un ouvrier catalan ce qu'il pensait de la République reçut la réponse suivante, très significative: «*C'est toujours le vieux chien avec un nouveau collier*».

Une République qui se serait montrée décidée à améliorer les conditions sociales aurait été politiquement assez forte pour ne pas craindre une insurrection fasciste. La République ne protégeait pas assez solidement les intérêts capitalistes: elle n'encourageait pas non plus l'émancipation du prolétariat; elle a été historiquement la complice du fascisme par son obstination à chercher l'équilibre au moyen de combinaisons gouvernementales au lieu de se consolider au moyen d'une ferme politique socialiste.

Quand éclata l'insurrection fasciste, la République a réussi à polariser politiquement tous les partis et les organisations syndicales d'avant-garde uniquement parce qu'elle apparut, débarassée des infiltrations nettement réactionnaires, comme l'unique tranchée derrière laquelle on pouvait soutenir l'attaque des forces conservatrices. Ce fut l'État qui fut accepté plutôt que le gouvernement. Il apparut comme un organe de liaison indispensable entre les diverses formations de défense et les nouveaux organismes administratifs, ainsi que comme un centre régulateur et unificateur des diverses forces politiques de gauche.

Sous l'union apparente, une profonde scission subsistait. D'un côté, il y avait les «loyalistes», simplement républicains et plus ou moins progressistes. Près d'eux il y avait la social-démocratie pour qui la lutte entre le fascisme et la révolution sociale se réduisait à une guerre entre fascisme et «*anti-fascisme*». De l'autre côté, on trouvait les anarchistes et les élites prolétariennes, les uns et les autres convaincus que le mot d'ordre: «*gagner la guerre*» n'avait un sens véritable que comme indication d'un but immédiat. Atteindre ce but était une nécessité vitale, absolue pour tous les partis de gauche et pour toutes les organisations syndicales; c'était aussi une condition du progrès politique et social de la nation. Mais cela ne signifiait pas qu'il faille limiter la révolution sociale à une guerre «*entre Madrid et Burgos*», à une guerre «*entre la République de Azaña et le gouvernement de Franco*».

(*) «*n'avait pas remué les tripes du pays*» (traduction A.M.).

La «*guerre*» est en Espagne une «*guerre civile*», donc une lutte armée politique et sociale. Et elle l'est d'autant plus du fait qu'il ne s'agit pas là de simples factions luttant entre elles et ayant de rares rapports avec la vie des masses. L'événement n'a rien d'un combat en vase clos. Une lutte entre les partisans de Franco et les partisans de Azaña aurait pu présenter assez d'analogies avec la «*guerre*». Mais ce n'est pas le cas de cette lutte armée, dans laquelle sont engagées les conquêtes sociales de la Catalogne, de l'Aragon et du Levant; de cette lutte dans laquelle les vainqueurs transformeront suivant une direction politique et sociale déterminée toute la vie de la nation; de cette lutte qui ne peut se terminer par un retrait de troupes mais seulement par l'exode des vaincus.

La nature et l'extension du conflit, ses modes de développement les inévitables conditions de sa solution sont tels que les aspects de la lutte armée sont ceux de la «*guerre*», mais que son essence est celle de la «*Révolution sociale*».

Le prolétariat est en lutte avec la bourgeoisie tandis que le haut clergé et la caste militaire lui font la guerre, or «*l'argent est le nerf de la guerre*», comme disent les Français.

Le poids de la guerre ne peut plus être économiquement à la charge de la bourgeoisie; il doit donc peser sur une nouvelle «*économie de la guerre*». Une puissante «*industrie de guerre*» a pour condition indispensable une «*économie de guerre*», qui, pour être une économie, doit avoir, comme but et comme raison d'être absolue, l'utilité générale.

Les problèmes financiers, monétaires, ainsi que tous les autres problèmes économiques ne peuvent être résolus «*économiquement*» qu'en heurtant les intérêts de certaines classes sociales. Cependant, il ne faut pas, sous prétexte de la nécessité de gagner la guerre, tomber à l'inverse des conservateurs, dans un extrémisme socialiste qui ne s'inspirerait pas des nécessités de la lutte armée, mais de formules et programmes dont la réalisation est tout-à-fait lointaine.

La position la plus féconde est la position «*centriste*». Je vais m'appuyer, pour éviter toute équivoque, sur un exemple évident. Je pense que la socialisation de la grande et de la moyenne industrie est une «*nécessité de la guerre*» et une création indispensable de «*l'économie de guerre*». Certains anti-fascistes en sont aussi persuadés que moi, mais ils ne sont pas par principe, collectivistes. En soutenant la «*nécessité actuelle*» de la socialisation de la grande et de la moyenne industrie, j'aurai pour moi ces anti-fascistes, qui y consentiront et éventuellement apporteront leur aide.

Je fais, au contraire, beaucoup de réserves sur l'utilité économique de la socialisation de la petite industrie par égard aux «*nécessités de la guerre*» et je suis obligé de discuter avec des camarades qui voudraient étendre au maximum la socialisation industrielle.

J'appelle ma position «*centriste*». A droite, j'ai ceux qui sont contraires à la socialisation, à gauche ceux qui y sont favorables de façon absolue et avec des tendances maximalistes; au centre, je me trouve en compagnie de tous les collectivistes qui pensent comme moi, et des simples anti-fascistes qui, retenant comme indispensable la création d'une solide économie de guerre, pensent qu'un des principaux facteurs de cette économie est la socialisation de la grande et de la moyenne industrie. La position centriste ne tient pas compte uniquement des raisons strictement économiques et actuelles qui militent en faveur de la tolérance à l'égard de la petite bourgeoisie, mais elle tient compte aussi des raisons psychologiques.

La petite bourgeoisie russe s'est battue à côté du prolétariat de 1917 à 1920; pendant l'insurrection de mars-avril 1920 dans la Ruhr, la petite bourgeoisie a pris part à la lutte contre Kapp et contre la Reichswehr noire; au mois d'octobre 1934 à Madrid et dans la Catalogne, la petite bourgeoisie prit encore une part active dans l'insurrection et il en fut de même dans l'insurrection asturienne. Aujourd'hui, pendant que nous luttons contre le fascisme, nous devons nous souvenir que si les paysans déçus par la réforme agraire manquée participèrent faiblement à l'insurrection socialiste espagnole d'octobre 1934, c'est l'intervention armée des *Rabassaires* qui fut en juillet 1936 un des principaux facteurs de la défaite du fascisme en Catalogne.

Entre les déclarations conservatrices de Caballero et certaines critiques doctrinairement maxima-

listes contre l'opportunisme de la C.N.T. et de la F.A.I., je crois qu'il faut faire justement et opportunément place à une solution simplement rationnelle des problèmes de «*l'économie de guerre*».

Une telle mise au point ne suffira certainement pas à jeter des ponts entre nous et le P. O. U. M., d'une part, les sphères dirigeantes du P.S.U.C. de l'autre. Mais elle pourra faciliter une entente sincère et agissante entre tous les vrais antifascistes et en second lieu permettre une plus intime collaboration entre tous ceux qui sont sincèrement socialistes.

Camillo BERNERI.
